PROTECTION SOCIALE ET POLITIQUES DE SANTÉ

Intégration économique et priorités sociales: rôle et responsabilités des parlementaires

Synthèse des exposés et discussions du samedi 20 septembre 1997

Président:	Monsieur Rafael Peguero Méndez Président de la Chambre des députés de la République dominicaine
Vice-président:	Monsieur Robert LeSage Député à l'Assemblée nationale du Québec
Conférenciers:	Madame Graciela Fernández-Baca de Valdez Membre du Congrès de la République du Pérou
	Monsieur Carlos Antonio Guerra Gallardo Premier secrétaire de l'Assemblée nationale de la République du Nicaragua
	Madame Monique Simard Députée à l'Assemblée nationale du Québec
Secrétaire:	Madame Suzanne Langevin Assemblée nationale du Québec

Madame Graciela Fernández-Baca de Valdez est membre du Congrès de la République du Pérou. Elle est spécialiste des recherches socio-économiques. Fonctionnaire de l'État pendant 26 ans, elle a occupé le poste de présidente du Système de statistiques national. En 1994, elle est candidate à la première vice-présidence du Pérou aux côtés de Javier Perez de Cuellar. Elle est élue au Congrès de la République un an plus tard. Elle est actuellement présidente de l'Institut péruvien des parents responsables, membre du Comité directeur du Congrès de la République, membre des Commissions de l'économie et de la révision du budget de la République et professeure-chercheure à l'Universidad Peruana Cayetano Heredia, à Lima.

Pour madame Fernández-Baca de Valdez, il y a un équilibre indispensable à respecter entre la politique économique et la politique sociale. Une des stratégies pour y parvenir s'articule autour de quatre idées fondamentales: 1) sur le plan politique, l'établissement d'une démocratie représentative et d'un État de droit; 2) sur le plan économique, la recherche d'une croissance dans l'équité et la consolidation de l'économie de marché; 3) sur le plan social, la promotion de mesures de bien-être général et d'égalité des chances, notamment entre hommes et femmes; 4) sur le plan mondial, la recherche de la paix et de la prospérité par des processus d'intégration.

Le rêve de l'intégration économique ne doit pas nous faire oublier qu'il existe de grandes différences entre les pays des Amériques: des différences non seulement culturelles et démographiques mais aussi des différences entre les systèmes politiques et entre les niveaux de développement économique et social. Dans ce discours de mondialisation et de modernisation, beaucoup de pays sont freinés par le sous-développement social. Les écarts entre les PIB des pays sont impressionnants. En 1995, les États-Unis avaient un PIB de l'ordre de 27 000 \$ par habitant, suivis par le Canada avec 19 380 \$. À l'autre bout du spectre, sept pays avaient un PIB par habitant inférieur à 1 000 \$.

Des pays comme le Paraguay et le Pérou ont vu leurs dépenses sociales quasiment tripler depuis le début des années 90, tandis qu'elles ont diminué au Nicaragua et au Honduras. Pour une stratégie efficace de dépenses sociales, les principes fondamentaux suivants doivent être respectés: un climat économique stable et de croissance durable; la mise en oeuvre d'un programme d'investissement social; la prise en compte des particularités régionales dans les actions d'investissement; un effort national et non pas unique de l'État; et la fixation d'objectifs qualitatifs régulièrement révisés.

On ne peut parler de qualité de vie pour les habitants des pays des Amériques si le corps social est encore malade, si les indicateurs de santé ne s'améliorent pas et si les indicateurs de mortalité infantile et de mortalité maternelle restent élevés, faute d'accès à des services de santé prénatale et génésique adéquats. Même si un rapport récent de l'UNICEF note des progrès importants en matière de santé et une baisse de la mortalité infantile, on ne peut ignorer la tragédie qui existe dans les banlieues des grandes villes d'Amérique latine: le manque d'eau, d'électricité, d'écoles et de centres de santé. La santé coûte cher, mais la maladie entraîne des coûts encore plus élevés et constitue en outre une violation des droits de la personne.

Les parlementaires ont, en tant que législateurs et participants au dialogue sur le développement social, la responsabilité de trouver des solutions à ces problèmes. Ils doivent connaître la situation démographique de leur pays, les projections de croissance de la population, la répartition des revenus et la répartition des besoins spécifiques. Ils doivent également exercer un contrôle politique et sanctionner sévèrement la corruption. Ils doivent encore coordonner les actions avec celles des ONG en ce qui concerne la prestation de services. La continuité des programmes et

des investissements sociaux doit être assurée. Il faut aussi conférer un rôle permanent à l'éducation sanitaire que ce soit dans les médias ou à l'école.

Il est difficile d'envisager une authentique intégration économique tant que les différences resteront aussi marquées, autant à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci, en termes de qualité de vie et d'égalité des chances. Cependant, il importe de continuer le dialogue pour la recherche de cette intégration qui s'avère indispensable si l'on désire créer un monde nouveau et plus égalitaire pour tous les habitants des Amériques.

Monsieur Carlos Antonio Guerra Gallardo est premier secrétaire du Comité directeur de l'Assemblée nationale du Nicaragua. Il a fondé la direction nationale du Parti libéral de l'unité nationale dont il est actuellement le président. Pour la période législative 1997-1998, monsieur Guerra Gallardo préside la Commission sur les droits de la personne et la paix. Il est également membre de la Commission des relations extérieures, de la Commission spéciale anticorruption et de la Commission spéciale du tourisme.

Souvent pris comme référence de la pauvreté en Amérique, le Nicaragua a une population jeune avec un âge moyen de 16,1 ans et un taux de croissance de 2,9 % par an. Avec un taux de chômage de 54 %, 70 % de la population vit dans une situation de pauvreté. Sur le plan de l'hygiène publique, 45 % de la population ne dispose pas de systèmes d'adduction d'eau, la situation étant pire dans les zones rurales. Quant à l'évacuation des déchets, à peine 446 des 1 272 tonnes métriques des ordures quotidiennes sont ramassées, ce qui donne une idée des efforts qu'il faut déployer en matière de santé publique. En plus des maladies émergentes, certaines maladies qui étaient disparues, comme le choléra, réapparaissent tandis que d'autres qu'on arrivait à contrôler reprennent de la vigueur.

Monsieur Guerra Gallardo fait état des mesures qui ont été prises dans son pays pour faire face à cette réalité, et qui s'articulent autour de cinq politiques. La première consiste en une modernisation du secteur de la santé par une mise à jour du cadre juridique et un ordonnancement des fonctions ou des rôles qui reviennent à chaque institution.

La deuxième politique vise à renforcer le ministère de la Santé qui, en plus de sa fonction de réglementation, doit financer les frais de santé des personnes n'ayant pas la capacité de payer et assurer à toute la population les services dont elle a besoin, qu'ils soient financés par l'État, par la sécurité sociale ou par les citoyens eux-mêmes.

La troisième politique s'attache au renforcement des soins hospitaliers. La priorité qui était traditionnellement donnée aux soins primaires a amené une détérioration de l'infrastructure et de l'équipement des institutions hospitalières. C'est pourquoi, il faut réorganiser les services hospitaliers de façon à ce qu'ils soient satisfaisants pour les usagers grâce à un système plus efficace d'information de la population et à une amélioration des services d'urgence.

Le développement de stratégies nouvelles en santé publique fait l'objet de la quatrième politique. De curatifs qu'ils étaient, les soins de santé doivent offrir un éventail plus large de services de base à la population et, s'orienter également, suivant les ressources financières disponibles, sur la prévention et la lutte contre les épidémies.

Enfin, on tente de moderniser le système de sécurité sociale et de renforcer le régime de santé pour fournir des soins à tous les bénéficiaires par l'achat de services à des entreprises tant privées que publiques. De plus, l'assuré doit pouvoir choisir librement l'établissement qui lui dispensera des soins, qu'il soit public ou privé.

Monsieur Guerra Gallardo évoque en terminant les questions de protection sociale, soulignant que le phénomène des enfants de la rue et l'abandon des citoyens du troisième âge sont des maux difficiles à combattre. Selon lui, il faut une législation uniforme, une des priorités étant l'adoption d'une Charte de l'enfant de même que la mise en oeuvre d'un Code du travail.

Madame Monique Simard est députée à l'Assemblée nationale du Québec. Après avoir été responsable du dossier de la condition féminine de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) de 1979 à 1983, elle en devient la vice-présidente, en 1983. Elle est membre du Conseil du statut de la femme de 1981 à 1985. De 1983 à 1988, elle est commissaire à la Commission des droits de la personne du Québec et membre du Conseil des gouverneurs du Conseil de développement social du Canada de 1987 à 1991. De 1989 à 1993, elle préside la Fondation Sida-secours. Éluée députée en

1996, elle est actuellement membre du conseil d'administration de la Fondation canadienne pour les Amériques.

La mondialisation d'une partie de plus en plus importante de l'économie entraîne une course effrénée à l'amélioration de la compétitivité. Cela se traduit par une pression très forte sur les gouvernements pour qu'ils réduisent leurs dépenses afin de rendre les produits nationaux plus compétitifs, d'accroître la production nationale et d'améliorer ainsi le niveau de vie de la population. La question de la redistribution des produits de la croissance économique se pose avec de plus en plus d'acuité dans la mesure où l'on constate que les écarts s'accroissent entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi entre les plus riches et les plus pauvres à l'intérieur même des pays.

Si le développement social est lié au développement économique, ce dernier n'est pas nécessairement garant d'un bon développement social. Il y a des choix à faire et ils ne se font pas de la même façon dans tous les pays. Par exemple, les États-Unis se classent au deuxième rang mondial en termes de PIB, mais au dixième rang en termes d'espérance de vie. En comparaison, le Québec se classerait au neuvième rang pour le PIB et au quatrième rang avec cinq autres pays pour l'espérance de vie.

Depuis la Révolution tranquille, un choix a été fait au Québec d'investir dans le secteur public, l'État assumant un rôle extrêmement important en tant que levier de développement économique et de progrès social, ce qui a permis d'accroître de façon notable les indicateurs en matière d'éducation, de santé et de culture. Avec la mondialisation, cette place importante de l'État dans la vie collective est remise en question, les pressions en faveur de la privatisation de certains services étant fortes. Dans ce contexte, le parlementaire québécois a un rôle crucial à jouer puisqu'il lui faut à la fois préserver l'essentiel des acquis, tout en faisant les réformes qui sont nécessaires pour alléger le rôle de l'État et rétablir l'équilibre des finances publiques. Par exemple, la réforme entreprise dans le domaine de la santé vise à réorganiser les soins vers des services davantage orientés vers le maintien à domicile, mais sans toucher à l'essentiel du système de santé qui demeure public, universel et gratuit.

Outre le système de santé, le filet de protection sociale au Québec est constitué de plusieurs programmes soit fédéraux, soit provinciaux (aide de dernier recours, assurance-emploi, allocations

familiales, pensions de retraite, aide juridique, etc.). Comme la plupart de ces programmes sont assumés par des fonds publics, la fiscalité est au coeur des préoccupations, la structure progressive du système d'impôt québécois permettant d'atténuer les écarts entre les revenus. Car c'est le souci d'équité qui est à la base du système de protection sociale, la mesure la plus efficace demeurant, sous ce rapport, une meilleure répartition des richesses.

Madame Simard conclut en évoquant deux domaines où l'action parlementaire pourrait s'avérer essentielle dans les prochaines années: la hausse de la participation de la société civile et le développement d'un nouveau secteur de l'économie, soit l'économie sociale. La reconnaissance de ces nouveaux instruments d'intervention et de développement permettrait une évolution plus rapide et plus harmonieuse, pour le bénéfice des populations.

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

Les participants constatent qu'il existe des différences importantes entre le Québec et les pays d'Amérique latine. Une de ces différences a trait aux dépenses consacrées à la santé. Elles représentent au Québec 10 % du PNB, mais la quasi totalité provient du secteur public. En Amérique latine, les dépenses de santé dépassent 10 % du PNB, mais seulement un tiers de ces dépenses proviennent du secteur public, les deux tiers relevant du privé. Selon un participant, cela veut donc dire que les deux tiers de la population travaillent pour un petit groupe. À son avis, la structure fiscale des pays d'Amérique latine est aussi profondément régressive, la plus grande partie des recouvrements provenant de taxes à la consommation, ce qui fait que les pauvres dépensent une plus grande partie de leur revenu en impôts.

De l'avis de plusieurs participants, un régime comme celui qui existe au Québec serait presque impensable dans les pays latino-américains. Ainsi, au Québec, 30 % du budget de l'État va à la santé, alors que dans les pays en développement, il est impossible d'y consacrer un pourcentage aussi élevé, d'autres problèmes, tels que l'analphabétisme et les questions de logement, devant être pris en compte. Pour cette raison, plusieurs participants estiment que les gouvernements des pays latino-américains ne peuvent prendre en charge toutes les dépenses de santé. Il faut donc se tourner vers d'autres modes de financement qui mettent en scène tous les intervenants, autant des secteurs public que privé. Au Pérou, les travailleurs ont le choix entre cotiser à la sécurité sociale ou souscrire à des assurances privées. La Colombie a également opté pour un système mixte, qui donne

la possibilité de bénéficier d'une assurance privée ou d'un régime subsidiaire d'assurance à la fois financé par l'État et par les contributions des travailleurs. L'objectif est que d'ici l'an 2002, 98 % des Colombiens soient couverts par un régime d'assurance.

Par ailleurs, même si la facture est élevée, les dépenses en santé sont souvent mal réparties et mal utilisées. Plusieurs pays ont tendance à mettre tout l'argent sur le curatif et pas assez sur la prévention. Selon un participant, on ignore trop souvent les autres besoins fondamentaux qui ont une incidence considérable sur la qualité de vie et sur la santé de la population. C'est oublier que 90 % des gains en espérance de vie qui se sont produits dans le monde développé depuis le début du siècle sont attribuables à des facteurs autres que médicaux, tels que l'environnement physique et social, l'infrastructure sanitaire, les routes, l'amélioration générale des conditions de vie et la nutrition.

Les parlementaires ont une responsabilité importante à cet égard, mais ils manquent souvent de l'information nécessaire pour prendre des décisions de façon plus éclairée. Ils ont un rôle de chien de garde, mais se montrent parfois trop timides devant le pouvoir exécutif quand vient le temps de discuter de la répartition du budget national. Il est donc essentiel que les parlementaires affirment leur rôle, qui est d'agir comme des négociateurs capables de défendre les besoins de la population et de faire en sorte que les gouvernements les suivent dans des actions prioritaires telles que la santé et l'éducation. Il leur faut également combattre la corruption qui est un phénomène qui frappe plusieurs pays d'Amérique.

Les parlementaires ont aussi une autre responsabilité, soit celle de se montrer cohérents dans l'ensemble de leur action politique. En ce sens, il faut également s'attaquer à la source des problèmes, notamment en combattant le chômage qui est une des causes principales de la situation difficile que nous connaissons actuellement.

Enfin, les parlementaires doivent aussi se sentir appuyés dans leurs actions, d'où la nécessité d'établir des structures de solidarité. Des réunions comme la Conférence parlementaire des Amériques sont donc très précieuses, car elles renforcent les parlementaires dans leur conviction et leur désir de s'impliquer en faveur des politiques sociales, du développement, des droits de la personne et de la santé. Le processus de mondialisation doit donc se fonder sur des actions solidaires des peuples des Amériques.